

Economie

Entretien. Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE); « Le problème européen n'est pas le laxisme, mais l'excès de rigueur »

1135 mots

12 mai 2010

[La Croix](#)

LACRX

38662

Français

Copyright 2010 Bayard-Presse - La Croix "All Rights Reserved"

Pour l'économiste Jean-Paul **Fitoussi**, la mise en place de plans d'austérité en Europe risque de casser la reprise de la croissance. Selon lui, la zone euro vient de connaître une crise « inutile » .

Que pensez-vous du plan de secours de la zone euro ?

Jean-Paul **Fitoussi** : Il était absolument nécessaire que cela soit la zone euro dans sa totalité qui se déclare solidaire de l'ensemble des pays membres et qui mobilise de l'argent européen à cette fin. Le système qui vient d'être mis en place fonctionne comme une caution : le seul fait qu'il existe est une menace pour les spéculateurs. C'était malgré tout une crise inutile, une crise de l'indécision, dont la responsabilité incombe à la réactivité extraordinairement faible de la zone euro. La spéculation s'est engouffrée dans la brèche créée par les dissensions européennes. Car si l'on avait dit d'emblée que l'on garantissait les dettes publiques de la zone euro, il n'y aurait pas eu de crise.

Selon vous, ce plan arrive donc un peu tard ?

Un peu, et de manière assez pitoyable aussi. Les problèmes européens sont des affaires internes et l'idée de solliciter le Fonds monétaire international (FMI) peut apparaître comme une démission. Il n'était d'ailleurs nullement nécessaire de faire appel à lui. Le FMI peut mettre 30 milliards. La zone peut mobiliser 500 milliards. Certains penseront que son intervention a servi à tranquilliser l'Allemagne et a permis de ne pas contourner trop brutalement les traités européens. Mais, de fait, les décisions prises ce week-end contournent les traités, avec l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) et la mise en place d'une forme de sauvetage mutuel. Elles montrent aussi que les institutions ne pouvaient plus fonctionner telles qu'elles avaient été conçues, avec une Europe unijambiste. Il lui faut une autre jambe, c'est-à-dire une autorité budgétaire, pour ne pas dire un gouvernement économique. Nous n'en sommes qu'au tout début. On vient de créer un fonds de garantie des dettes publiques. C'est une vraie arme, l'embryon d'une solution pérenne qui est celle d'une solidarité entre les pays européens.

Mais les problèmes demeurent, avec notamment la très grande hétérogénéité des pays de la zone euro.

L'hétérogénéité d'un territoire est une constante. En France, aux États-Unis... Pourtant personne ne spéculé sur une partie du territoire. Parce qu'il y a un gouvernement et donc une solidarité explicite entre ces éléments. Chaque pays a son Sud.

Comment expliquer alors que certains pays comme l'Allemagne ont été très réticents à mettre en œuvre ce plan de soutien ?

Les Allemands se sont montrés réticents parce qu'ils croient payer pour les pays pauvres. C'est faux. Car, sans la zone euro, l'Allemagne n'aurait pas des excédents aussi importants. Cela signifie simplement que les pays pauvres ont payé leur dû par avance. Le sauvetage de la Grèce est aussi un sauvetage de certaines banques allemandes qui sont très engagées sur la dette grecque.

La Grèce est-elle en mesure de respecter le plan d'austérité sans sombrer dans la récession ?

Les programmes budgétaires des gouvernements sont rarement menés à bien. C'est une question de degré. Or, les exigences faites à l'État grec semblent exorbitantes. Elles imposent une baisse de 6,5 points de PIB du déficit budgétaire en 2010. C'est trop. Si la Grèce réussit à en faire la moitié, ce serait magnifique. Le problème européen aujourd'hui n'est pas le laxisme, mais l'excès de rigueur qui est en train de faire contagion. Le signe donné dans cette période d'atermoiements de l'Europe a été que toute l'austérité et seule l'austérité devait être la réponse à la situation actuelle. Résultat, tous les pays européens sont en train de mettre en place, explicitement ou non, des politiques budgétaires restrictives. Cela augure mal de la croissance à venir.

Pourquoi ?

Si nous mettons en œuvre trop rapidement des politiques de rigueur, l'Europe creusera son retard par rapport au reste de la planète. Ce débat sur la rigueur n'existe d'ailleurs pas aux États-Unis. Il n'est même pas débattu. Mais la zone euro est obnubilée par les questions du déficit budgétaire, précisément parce que l'euro n'est qu'une construction asymétrique : il existe une autorité monétaire unique et une pluralité d'autorités budgétaires, contraintes par le pacte de stabilité. L'absence de solidarité fait que la zone euro risque de conduire des politiques inutilement restrictives, alors qu'elle a une dette publique inférieure à celle des États-Unis et un déficit budgétaire de moitié moindre environ. Pourquoi serait-elle plus sujette à la spéculation ? Parce qu'elle n'a pas de gouvernement. Il n'y a pas d'autres solutions que le fédéralisme.

Que faites-vous des montagnes de dettes à rembourser ?

On n'apprend jamais rien des événements ou on a la mémoire courte. La crise dans laquelle nous sommes entrés en 2007-2008 était due à un excès de dette privée. Et s'il a fallu mobiliser des dettes publiques, c'est pour sauver le secteur privé. Le symptôme de ce sauvetage se lit dans le niveau des dettes publiques. Et en les réduisant trop brutalement, on risque de rendre insolvable une partie encore plus importante du secteur privé.

Cette crise n'est-elle pas le révélateur d'une mauvaise gestion des finances publiques depuis des années ?

Mais regardez les chiffres ! En pourcentage de PIB, la France a une dette publique inférieure à la moyenne de celles de la zone euro, des États-Unis et du Japon. Avec la crise, les dettes publiques se sont accrues partout. Et pratiquement tous les pays n'ont pas eu de budgets en équilibre depuis des années, à quelques exceptions près. Le seul problème est de stabiliser les dettes publiques, ce qui impliquerait aujourd'hui un déficit de l'ordre de 2,5 %. Si le budget était en équilibre, les dettes publiques tendraient vers zéro sur le long terme, comme le demande le pacte de stabilité. Rappelons aussi que les agents économiques réclament de la dette publique pour répartir le risque entre leurs actifs. Il n'y a aucune justification à l'équilibre budgétaire.

Considérez-vous comme de la rigueur le gel des dépenses de l'État pendant trois ans, comme l'a annoncé le gouvernement français la semaine dernière ?

Tout dépend des circonstances. En période de croissance, ce gel serait une bonne mesure, à condition d'être intelligemment conduit. En période de stagnation, il serait dangereux.